

Brunstatt-Didenheim

ZAC Parc des Collines 4 avenue de Bruxelles
68350 Brunstatt-Didenheim

Tél : +336 78 60 59 87

Mél : philippe.thuet@bureauveritas.com

N° affaire : 26928595/1

Mission : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Opération :

Opération : **68/ENSISHEIM MAISON CENTRALE**
49 RUE DE LA 1ERE ARMEE FRANCAISE
68190 ENSISHEIM

Destinataire :

SECRETARIAT CHARGE BUDGET ET DES COMPTES
Julien FRITSCH
139 RUE DE BERCY
75572 PARIS CEDEX 12

Plan Général de Coordination

P.G.C.

Opération de catégorie : 2



Présence d'Amiante - Présence de Plomb

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
10/02/2026	Rev0		Philippe THUET

SOMMAIRE

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	4
1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION	6
1.1. Présentation du projet	6
1.1.1. Objet de l'opération	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier	6
1.1.4. Démarche environnementale	6
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier	7
1.2. Présentation des intervenants	7
2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS	8
2.1. Principe des séquences d'interventions	8
2.2. Inspections Communes	8
2.3. PPSPS	8
2.3.1. Pénalités	9
2.4. Sous-traitance	9
2.4.1. Déclaration des sous-traitants	9
2.4.2. Transmission du PGC	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant	10
2.5. Intérimaires	10
2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »	10
2.7. Travailleurs indépendants	10
2.8. Protections individuelles	10
2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers	10
2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers	11
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE	12
3.1. Accès au site et réseaux provisoires	12
3.2. Emprise de chantier	12
3.2.1. Clôture et portail	12
3.2.2. Accès	13
3.2.3. Circulations	13
3.2.4. Signalisation	14
3.2.5. Stationnements	14
3.2.6. Stockage	14
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)	15
3.2.8. Cantonnements et entretien	15
3.3. Nettoyages (hors cantonnement)	16
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier	16
3.3.2. Plan d'installation de chantier	16
3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier	17
4. MESURES DE COORDINATION SPS	18
4.1. Définition des séquences d'interventions	18
4.2. Analyse de risques	19
4.3. Co-activités et protections collectives	22
4.3.1. Organisation de la sécurité collective	23
4.3.2. Déplacement de protection collective	24
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise	24
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles	24
4.4. Equipement de levage	24
4.4.1. Autorisation de survol	25
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention	25
4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site	25

4.5.1. Approvisionnements et stockage	25
4.5.2. Travaux superposés	26
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux	26
4.5.4. Protection contre le bruit	26
4.5.5. Protection contre l'incendie	26
4.5.6. Travaux en hauteur	26
4.5.7. Echafaudage, tour escalier	27
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins	27
4.6. Moyens communs	28
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur	29
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier	29
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels	29
4.6.4. Protection des accès – Auvents	29
4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets	29
5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER	30
5.1. Stockages sur le chantier	30
5.2. Nettoyage	30
5.3. Enlèvement des déchets	30
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires	30
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés	31
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise	31
6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	32
6.1. Déclarations particulières	32
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération	33
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin	33
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure	33
6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)	33
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages	33
6.7. Locaux témoins	33
7. ORGANISATION DES SECOURS	34
7.1. Téléphone de secours	34
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)	34
7.3. Travail isolé	34
7.4. Procédure d'organisation des secours	34
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident	35
7.6. Point de rencontre secours	35
7.7. Modèle de fiche de secours	36
ANNEXES AU P.G.C.	37

0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

des documents : CCTP CCAP et Plans DCE transmis par le MOE.

Conformément au chapitre 2.1 du présent PGC, les entreprises doivent réaliser leur inspection commune avec le CSPS avant le début de leur intervention.

Les entreprises devront, avant toute intervention se mettre en relation avec

Philippe THUET

Bureau Veritas Construction

06 78 60 59 87

philippe.thuet@bureauveritas.com

15 jours avant le démarrage des travaux afin de fixer une date pour réaliser l'inspection commune, à la suite de laquelle l'entreprise pourra réaliser son PPSPS.

De même en cas de sous-traitance, les entreprises titulaires sont tenues de leur communiquer le PGC, leur PPSPS et de leur indiquer l'obligation de prendre contact avec le CSPS, 15 jours avant leur démarrage pour organiser leur inspection commune.

HAP

Les entreprises se reporteront aux rapports de repérage avant travaux des matériaux et produits contenant des Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) disponible auprès du Maître d'ouvrage

Mesures d'organisation générales :

Réaliser l'évaluation des risques à partir des informations fournies par le donneur d'ordre sur la composition du revêtement routier (présence éventuelle d'amiante). Il est de la responsabilité de l'entreprise de s'assurer qu'elle est en possession des informations nécessaires à son évaluation des risques.

Information des opérateurs : L'employeur doit établir, pour chaque poste ou situation de travail exposant à des risques chimiques, une notice destinée à informer chaque salarié concerné des risques auxquels il peut être exposé et des moyens mis en œuvre pour les éviter. Les salariés doivent recevoir une formation sur les risques liés à la présence possible de silice cristalline dans les revêtements routiers.

Les enrobés contenant de l'amiante, quelle que soit sa concentration, et ceux contenant plus de 50 mg/kg de HAP sont considérés comme des déchets dangereux. Ils ne peuvent pas être réutilisés et doivent être éliminés dans des filières spécifiques.

1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

1.1. Présentation du projet

1.1.1. Objet de l'opération

L'opération consiste en des travaux de restructuration et d'extension du quartier d'isolement (QI) et du quartier disciplinaire (QD) de la maison centrale d'Ensisheim. 49 rue de la 1ere Armée 68190 ENSISHEIM

1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Mode de consultation des entreprises : A.O.
Mode de passation des marchés : lots séparés,
Type de marchés : publics

1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 4 mai 2026
Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 18
Phasage des travaux:

1.1.4. Démarche environnementale

Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,
- L'information du maître d'œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.
- limiter les nuisances et les risques sanitaires causés aux riverains,
- limiter les risques pour la santé et la sécurité du personnel de chantier,
- limiter les pollutions de proximité,
- limiter la quantité de déchets mis en décharge et maîtriser leur traitement.

1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : 14 LOTS

- 01 Curage - Démolition
- 02 Fondations spéciales
- 03 Gros-œuvre - VRD
- 04 Charpente
- 05 Isolation par l'extérieur
- 06 Couverture
- 07 Etanchéité
- 08 Menuiseries PVC
- 09 Serrurerie
- 10 Plâtrerie - Isolation
- 11 Plomberie – Chauffage - Ventilation
- 12 Électricité

13 Chape et peinture de sols
14 Peinture et finitions

1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 10 à 20 personnes, en effectif de pointe

1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	SECRETARIAT CHARGE BUDGET ET DES COMPTES	139 RUE DE BERCY 75572 PARIS CEDEX 12	julien.fritsch@justice.fr	Julien FRITSCH
Maîtrise d'œuvre	SCM TRAME	7 Rue St Martin 54136 BOUXIERES AUX DAMES	06 66 62 52 18 dc@architrame.com	Denis CONTEAU

Liste complète des entreprises en pièce jointe

2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas mais complète les modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Les entreprises qui doivent établir un PPSPS et participer à une IC sont déterminées en appliquant les règles décrites dans l'Annexe au PGC intitulée Annexe Arrêt Cour de Cassation du 14 Janvier 2025.

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

2.3.1. Pénalités

L'intervention sur le chantier sans diffusion du P.P.S.P.S au Coordonnateur SPS entraînera l'application des pénalités prévues par le Maître d'OEuvre pour non remise de document. L'expulsion immédiate de l'entreprise concernée pourra être demandée, si cette dernière ne respecte pas les règles élémentaires pour assurer la sécurité de son personnel, ne respecte pas les installations communes et le travail des autres entreprises.

S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'Entreprise ayant sous-traité ses travaux et le soustraitant sera expulsé.

Art. L. 4722-6 : Sont punis d'une amende de 4500 € les travailleurs indépendants, ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent eux-mêmes, une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, qui n'ont pas mis en oeuvre les obligations qui leur incombent en application des articles L. 4111-6, L.4411-1, L. 4532-5, L.4532-6 et L. 235-18 du code du travail.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

2.4. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

2.4.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

2.4.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

2.4.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

2.5. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

D.U.E. (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

Contrat d'intérim si pas de DUE,

Déclaration de détachement pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.

2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

Contraintes d'environnement de site

Présence d'amiante dans les existants

Le document transmis par la Maîtrise d'ouvrage est un Pré Rapport Réf: A12B2469/001-1/MAISON CENTRALE ENSISHEIM/AMI_TRAV/GSC .

Des investigations complémentaires sont indispensables avant le démarrage des travaux de curage.

Cependant dans le document transmis, des matériaux contenant de l'amiante sont dorés et déjà identifiés (voir Pré Rapport de repérage Amiante dans le DCE).

Aucune intervention sur ou à proximité des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante, ou exclus des périmètres des rapports de repérage, sans désamiantage préalable ou mise en oeuvre de modes opératoires adaptés et conformes à la réglementation.

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

Présence de plomb dans les existants

Les entreprises sont tenues de consulter le Diagnostic Plomb disponible auprès du Maître d'ouvrage avant toute intervention.

Voir détail dans l'annexe "Présence de plomb"

Présence de silice dans les existants

Sans objet

3.1. Accès au site et réseaux provisoires

La voirie d'accès au site et les réseaux sont existants.

Les emplacements des voies d'accès au chantier, des lieux de stockage et de l'installation de chantier seront définis en accord avec le Maître d'Ouvrage.

L'entreprise de Gros Oeuvre, aura a sa charge la mise en place d'une installation de chantier complète.

A ce titre elle prévoira:

- le raccordement des installations au réseau d'eau potable, au réseau d'évacuation des eaux usées et à l'électricité à partir des réseaux existants.

Les entreprises devront prendre toutes les mesures permettant d'assurer pendant toute la durée des travaux la parfaite propreté des voies internes et publiques.

Tout manquement à cette prescription pourra être sanctionné par un arrêt des travaux de l'entreprise défaillante.

Les travaux se dérouleront en site occupé. Les zones de travaux seront obligatoirement isolées des zones en exploitation.

Les entreprises prendront en compte des informations transmises par la DISP, relatives aux horaires d'ouverture , de livraisons, accès piétons, accès livraisons, stationnement..

3.2. Emprise de chantier

3.2.1. Clôture et portail

L'entreprise de Gros-oeuvre installe au démarrage du chantier en fonction des zones d'interventions et assure l'entretien pendant la durée du chantier :

- une clôture de chantier délimitant les emprises extérieures, qui sont constituées par des panneaux grillagés d'une hauteur de 2 mètres équipé un portail d'accès solidement fixé sur la clôture, doté d'un système de

fermeture devra être

mis en place. Les panneaux seront posés sur lests béton et convenablement stabilisés. Ils seront liaisonnés entre eux par des menottes boulonnées

- une clôture opaque stable et solide sur la périphérie des zones de travaux équipée de portails verrouillables, afin de rendre le chantier clos et indépendant des surfaces restées ouvertes à l'exploitation.

- la cloison provisoire de séparation de la zone de travaux devra être hermétique à la poussière et infranchissable pour toute personne non autorisée.

L'entreprise de Gros-oeuvre se chargera de la fermeture du chantier pendant la durée de son intervention jusqu'à la réception des travaux.

Le titulaire du lot Gros Oeuvre, assurera la mise en place au niveau de chacun des accès au chantier, les panneaux réglementaires « chantier interdit au public », « port du casque obligatoire », etc...

Le titulaire du lot Gros Oeuvre vérifiera régulièrement l'état de ces équipements.

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'oeuvre et le Coordonateur SPS pourront à tout moment demander une remise en état de ces installations en cas de défaillance ou de détérioration constatée.

Le maître d'oeuvre et l'exploitant définiront une organisation vis à vis de l'ouverture et de la fermeture des accès au chantier de manière à ce qu'il soit clos en dehors des heures d'activités.

3.2.2. Accès

L'accès au chantier se fait suivant les modalités arrêtées par l'exploitant, MO et le MOE.

Les entreprises prendront en compte des informations transmises par l'exploitant, relatives aux horaires d'ouverture, consignes de sûreté, d'accès piétons, accès livraisons, stationnement..

Chaque entreprise intervenant sur l'opération tient à jour une liste nominative de ses personnels présents sur le site y compris les personnels intérimaires.

De plus, chaque entreprise prendra les dispositions nécessaires en vue de fournir à ses salariés une carte d'entreprise type FNB en vigueur à ce jour.

Tous les intervenants sont soumis à cette obligation.

Le personnel devra être équipé d'une tenue de travail permettant d'identifier l'entreprise sur site.

Chaque responsable d'entreprise devra, conformément à la réglementation, s'assurer que chaque ouvrier arrivant sur le chantier a suivi une information sur les risques, sur les mesures de prévention prises et sur les moyens de secours concernant le chantier.

Les personnels des entreprises, y compris les salariés intérimaires, devront recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une information pratique et appropriée en matière de sécurité.

Les circulations piétonnes seront séparées des circulation VL et PL. Ces circulations seront matérialisées.

Les entreprises prendront en compte des informations transmises par la DISP, notamment les consignes édictées dans le cahier des clauses de sécurité.

Ces consignes devront être rigoureusement respectées par l'ensemble des intervenants de l'opération.

Guidage systématique des PL/VL entrants ou sortants du chantier par l'entreprise concernée, en particulier en cas de manœuvre.

Chaque entreprise intervenant sur l'opération tient à jour une liste nominative de ses personnels présents sur le site y compris les personnels intérimaires.

Le personnel devra être équipé d'une tenue de travail permettant d'identifier l'entreprise sur site.

De plus, chaque entreprise prend les dispositions nécessaires en vue de fournir à ses salariés une carte d'entreprise type FNB en vigueur à ce jour.

Tous les intervenants sont soumis à cette obligation.

Les circulations piétonnes sont séparées des circulation VL et PL. Ces circulations sont matérialisées.

Nettoyage autant que nécessaire de l'accès chantier / voirie à charge du lot Gros Oeuvre.

3.2.3. Circulations

La circulation sur chantier obéit aux règles normales du code de la route. Les piétons sont prioritaires.

Les entreprises devront conduire leurs travaux de manière à maintenir dans des conditions convenables les communications et les réseaux traversant le chantier, notamment ceux qui intéressent la circulation des personnes et l'écoulement des eaux.

Circulations Horizontales:

Le lot Gros Œuvre entretient le bâtiment et pendant la totalité de son intervention assure le nettoyage des voiries intérieures et des places de stationnements du chantier comprises à l'intérieur des clôtures. Les circulations à l'intérieur du chantier ne sont autorisées que sur les voies de desserte. Les accès aux bâtiments sont aménagés et entretenus par le lot Gros Œuvre pour permettre des accès propres pour les ouvriers jusqu'à son départ du chantier. Ensuite, chaque entreprise concernée dans le cadre du nettoyage de ses travaux s'acquitte de cette tâche jusqu'à la réception de l'opération.

Tout engin à moteur circulant à l'intérieur de la zone "travaux" (hors chemin d'accès et zone de livraison) est considéré comme engin de chantier.

Formations et autorisations de conduite pour tout chauffeur de matériel à conducteur porté, Equipement de gyrophare et klaxon de recul pour tout véhicule entrant dans les zones de travaux, Se renseigner au préalable de toute intervention d'engins lourds type grue ou nacelle sur la portance des sols et la présence de réseaux enterrés

Circulations verticales:

Echelles, échafaudages, tours escalier ou plates-formes de travail doivent être conformes à la réglementation en vigueur et notamment répondre aux exigences du décret n°2004-924 du 1er septembre 2004.

L'utilisation d'échelles comme poste de travail est interdite. Une échelle est un moyen d'accès et non un support de travail : les entreprises doivent prévoir pour les travaux en hauteur l'utilisation d'échafaudages ou plate-forme individuelle de travail protégés.

Lorsqu'une échelle est utilisée, elle doit être fixée ou maintenue de façon à ne pouvoir ni glisser du bas ni basculer.

Cette échelle doit dépasser l'endroit où elle donne accès d'un mètre au moins, ou être prolongée par une main courante à l'arrivée.

Le lot Couverture, met en place les tours escaliers d'accès aux toitures desservant tous les niveaux.

Le lot Couverture, assure la mise en œuvre de filets anti chute en sous face des toitures.

Le lot Couverture, assure la mise en place d'une protection collective périphérique des toitures ces dispositifs d'accès sont maintenus en place jusqu'à la fin de tous travaux en toiture.

Mise en place éclairage dans les circulations intérieures et extérieures par le lot Electricité

3.2.4. Signalisation

Dès l'accès au chantier, pour tous les locaux de vie et d'hygiène, le lot Gros Œuvre installe, entretient et maintient en bon état permanent, visiblement et durablement, en les adaptant ; les panneaux conformes aux dispositions du code de la route ou affichages ou pictogrammes suivants :

- « chantier interdit au public »,
- « port du casque obligatoire »,
- « port des chaussures de sécurité obligatoire »,
- « interdiction de fumer », (décret du 15 novembre 2006),
- Panneau « STOP » au niveau de la sortie du chantier

La circulation interne obéit aux règles normales du code de la route. Roulez au pas est la consigne permanente. La priorité est laissée aux piétons.

L'ensemble du personnel intervenant ou circulant sur le chantier doit porter un vêtement haute visibilité de classe 2 ou 3.

3.2.5. Stationnements

Une zone de stationnement des véhicules est organisée et doit figurer sur le PIC produit par le lot Gros-Œuvre.

Les entreprises mettront tout en œuvre pour transporter de manière collective leur personnel.

3.2.6. Stockage

La livraison du chantier est à la charge de chaque entreprise au fur et à mesure des besoins.

Interdire tout stockage en dehors des emprises de chantier.

Les zones de stockage sont décrites sur le plan d'installation de chantier et seront clôturées de manière pérenne (pas de rubalise) par le lot Gros Œuvre.

Les dispositions (circulations, accès, zones d'attentes, réservations pour entrées des véhicules, rampes provisoires, etc.) feront l'objet d'un plan, complémentaire au plan d'installation de chantier, qui sera remis aux fournisseurs concernés, par chaque titulaire de lot.

Dans le cas de "circulation dangereuse" ou dans le cas de manoeuvres pour les entrées-sorties du site, le livreur sera guidé par le chef de chantier de l'entreprise livrée et ce sur tout le parcours concerné par le risque, le chef de manoeuvre étant alors équipé en conséquence (baudrier fluorescent)

Information des fournisseurs et notamment pour ce qui concerne le gabarit des véhicules utilisés,

Stockage des différents matériaux conformément au plan d'installation de chantier établi par le Maître d'Oeuvre.

Il ne sera pas accepté de stockages sur des zones non protégées par une protection collective si la zone de stockage concernée n'est pas située au sol.

3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Avant le démarrage des travaux, les entreprises devront avoir obtenues les attestations de consignation des réseaux desservant les zones de travaux (électricité - gaz et eau...).

La procédure de DICT doit être strictement respectée par toute entreprise amenées à réaliser des fouilles ou excavations.

L'ensemble des installations est exécuté par du personnel habilité, en respectant les normes en vigueur.

Toutes les installations électriques provisoires feront l'objet d'un contrôle initial.

Électricité de chantier:

Ceci comprend la fourniture des armoires et des réseaux de distribution de l'installation qui devront être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment du décret du 14.11.1988 et de la Norme NFC 15100.

Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises est être conforme à la réglementation en vigueur sur les chantiers.

Le Lot Gros Oeuvre doit assurer l'alimentation générale, et les armoires principales nécessaires à l'exécution des travaux pendant toute la phase de clos-couvert.

Le lot Electricité prévoit un nombre suffisant de tableaux de répartition électrique équipés de disjoncteurs et différentiels sur l'ensemble du chantier (la répartition des coffrets de prises devra permettre de travailler avec des rallonges de 25m au maximum). Plusieurs coffrets sont à prévoir.

Eclairage:

Mise en place de l'éclairage par le lot Electricité dans les circulations horizontales et verticales afin qu'il reste efficace jusqu'à la mise en place de l'éclairage définitif ainsi que sur les zones de stockage. L'éclairement doit en tout point être conforme aux éclairements minimums prévus par la réglementation en vigueur.

Mise en place par les entreprises sur leur zone de travail d'un éclairage portatif.

Privilégier les éclairages basse consommation type fluorescent ou LED afin d'éviter les risques de brûlures.

Eau:

Alimentation de la base vie à réaliser par le lot Gros Oeuvre.

Mise en place en nombre suffisant des points d'eau sur le chantier par le lot Plomberie.

Organiser dès la mise en place des toitures l'évacuation des eaux pluviales.

3.2.8. Cantonnements et entretien

Une base vie générale, conforme à la réglementation en vigueur sera mise en place par le lot Gros Oeuvre pendant la phase de préparation du chantier, avant le début de son intervention, dans un endroit ne gênant pas le déroulement du chantier (voir PIC)

Le cantonnement est entretenu quotidiennement par le lot Gros oeuvre et ce jusqu'à la fin de son intervention.

Cette base vie, sera:

- d'une capacité évolutive adaptée à l'effectif du chantier. L'hébergement sur site est interdit.
- raccordée à l'ensemble des réseaux, eau potable, eaux usées et électricité, l'ensemble installé hors gel.
- le raccordement du module sanitaire sur une cuve à pomper, le cas échéant.

Ces installations devront prendre en compte les prescriptions réglementaires liées à l'éventuelle présence de

personnel féminin.

Un ensemble vestiaires-réfectoire équipé conformément à la réglementation (armoires, bancs) tenant compte de l'évolution des effectifs tous corps d'états. Il sera équipé conformément à la réglementation: les revêtements intérieurs de ce local seront faciles à entretenir. Il sera chauffé, éclairé, ventilé, équipé de table, chaises, matériel de conservation et réchauffage des aliments. Il sera nettoyé après chaque repas.

Ces cantonnements seront reliés au domaine public par des voies de circulation destinées aux piétons qui pourront accéder et quitter ces installations sans salir leur tenue de ville. Les cantonnements seront disposés de telle sorte que leur accès ne nécessite pas de pénétrer dans des zones de travaux ou de stockages. Les emplacements réservés à ces installations devront apparaître sur le plan d'installation de chantier établi pendant la période de préparation.

Les dimensions et équipements des installations sont déterminés en fonction des besoins réels des entreprises en respect des précisions ci-après :

- Vestiaires : 0,8 m2/salarié
- Réfectoires : 1,5 m2/salarié
- WC : 1 pour 20 salariés
- Urinoirs : 1 pour 20 salariés
- Lavabos : 1 pour 5 salariés
- Douches : 1 pour 8 salariés

Les lavabos sont à eau potable et la température de l'eau est réglable.

Ces installations devront répondre à l'ensemble des normes en vigueur, y compris la réglementation relative à la sécurité incendie et gestion des déchets.

Il est rappelé que chaque employeur doit assurer la distribution journalière d'au moins trois litres d'eau potable fraîche destinée à la boisson à chacun de ses salariés employés sur le chantier.

Aucun repas ni consommation ne devra être pris sur le chantier, en dehors de ces installations.

Le lot Curage / Désamiantage mettra en place ses propres installations d'hygiène, ainsi que toutes les installations réglementaires relatives à ses propres travaux :

- SAS
- Extracteurs
- Zoner de récupération
- Douches
- etc...

3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Chaque entreprise aura en charge la gestion de ses propres déchets. Tous les déchets devront être évacués quotidiennement du poste de travail.

Les nettoyages seront réalisés autant que nécessaire et au moins une fois par jour.

3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateur SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **GROS OEUVRE** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise GROS OEUVRE soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre

journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des parkings pour les véhicules de chantier,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- recettes (plans des façades),
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des zones de stationnement, personnel et entreprises,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- « de l'emplacement de la grue »,
- « des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche »,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **GROS OEUVRE** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	fin de chantier
Accès	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	fin de chantier
Circulations	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	fin de chantier
Signalisation	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	fin de chantier
Stationnement	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	fin de chantier
Stockage	GROS OEUVRE	CHAQUE ENTREPRISE	fin de chantier
Réseaux provisoires de chantier	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	fin de chantier
Coffret électrique général	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	fin de chantier
Coffret divisionnaire et éclairage	ELECTRICITE	ELECTRICITE	fin de chantier
Cantonnement	GROS OEUVRE / ELECTRICITE	GROS OEUVRE	fin de chantier
Infirmier de chantier			
Nettoyage hors cantonnement	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	fin de chantier
PIC	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE	fin de chantier
Protections collectives	GROS OEUVRE / COUVERTURE	GROS OEUVRE / COUVERTURE	fin de chantier
Accès hauteur communs	GROS OEUVRE / COUVERTURE	GROS OEUVRE / COUVERTURE	fin de chantier
Déchets - Gravats	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE	fin de chantier

4. MESURES DE COORDINATION SPS

4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 TCE		TCE	Réseaux Engins et matériels Contact électrique direct ou indirect Déplacement de plain-pied Travaux à point chaud Produit inflammable Rupture, effondrement Inhalation poussières Travail en hauteur Manutention manuelle Travail isolé Bruit, vibrations Engins et matériels Eclairage Produits dangereux Voisinage Multi danger Chute et heurt avec charge en mouvement Contraintes météorologiques Plomb Multi danger Collision, heurt Chute d'objets, éclats	

4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - TCE

TCE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Réseaux	Vérification des réseaux, neutralisation et consignation préalablement aux travaux. Obtenir les attestations de coupure. Consulter les plans de recollement des réseaux. Dans le cas de réseaux devant rester actifs, il est nécessaire de les identifier et d'informer l'ensemble des lots présents sur le chantier	Respect des procédures de consignation /déconsignation. Respect de la signalétique.
Engins et matériels	<p>Levage :</p> <p>Neutralisation de la zone à l'aplomb.</p> <p>Guidage des manoeuvres.</p> <p>Engin de levage vérifié, homologué et adapté à la charge.</p> <p>Réaliser une étude d'adéquation de la grue ou engin utilisé.</p> <p>Nommer les chef des manoeuvres et le responsable élingueur.</p> <p>S'informer des conditions météorologiques.</p> <p>Réaliser les DICT.</p> <p>Tout le matériel "engins, outillage" mis en oeuvre sur ce chantier doit être :</p> <ul style="list-style-type: none"> -normalisé, -adapté aux travaux à réaliser, -de mise en oeuvre aussi aisée que possible de manière à faciliter les conditions de travail, <p>Chaque entreprise doit veiller à ce que:</p> <p>Toutes les machines utilisées sont homologuées et possèdent les arrêts, protections, carters et aspirations, réglementaires. La réglementation en vigueur pour l'installation de machines en ateliers s'applique également sur les chantiers de bâtiment et travaux publics,</p> <p>Le travail est favorisé par l'utilisation d'établi ou table de travail munis de points de fixation des pièces à travailler, Les opérateurs sont qualifiés et équipés des protections individuelles adaptées,</p> <p>Les scies de chantier (à proscrire dans la mesure du possible) sont installées sous abri et sont équipées des protections et guides nécessaires,</p> <p>Le sciage à eau est privilégié aux systèmes à sec, les scies à chaînes sont interdites,</p> <p>Les machines pour travail à sec sont équipées d'une aspiration,</p> <p>Lors d'emploi de "cutter" les opérateurs sont munis de gants,</p>	Pas de travail sous les zones de levages et de montage
Contact électrique direct ou indirect	<p>Dès l'installation électrique provisoire créée, une vérification de cette dernière est à prévoir (organisme ou une personne agréée à la charge de l'entreprise d'électricité). Cette vérification réglementaire doit obligatoirement faire l'objet d'un rapport écrit.</p> <p>Pas de travail sous tension. Vérifier l'absence de tension (PV de consignation...)</p> <p>Consignation du réseau existant Intervention par personnel habilité. Balisage des zones d'intervention, neutralisation du passage à proximité.</p> <p>Fermeture des armoires et coffrets électrique de l'installation de chantier</p> <p>Pour les travaux au voisinage de canalisations ou d'installations électriques, la mise hors tension des installations doit être privilégiées. Les travaux ne peuvent débuter qu'après consignation des installations avec remise d'une attestation de mise hors tension.</p> <p>Le rétablissement de la tension ne peut s'effectuer que sur la production d'une attestation de fin de travaux. Une procédure de consignation doit être formalisée</p>	Respect des balisages. Interdire toute intervention d'une personne non habilitée.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Intervention uniquement par du personnel habilité et formé à ce risque.</p> <p>Conformité de l'installation électrique avec différentiel 30mA.</p> <p>Respect de la procédure de consignation.</p> <p>Balisage des zones et affichage du risque..</p> <p>Veillez à la fermeture des armoires et coffrets électriques.</p> <p>Utilisation de rallonges H07RNF d'une longueur maximale de 25 mètres</p> <p>Travaux dans locaux confinés ou humides ou conducteurs: utiliser du matériel sur batterie ou alimenté en 24 V(TBTS).</p> <p>Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection.</p>	
Déplacement de plain-pied	<p>Maintenir les circulations propres et dégagées.</p> <p>Nettoyage des postes de travail à l'avancement.</p> <p>Cadencer les approvisionnements en matériaux et matériels, en respectant le planning , et afin d'éviter l'encombrement du chantier.</p> <p>Préciser les zones de stockage sur plan et la durée d'immobilisation de ces zones.</p> <p>Transmettre vos besoins en stockage.</p>	
Travaux à point chaud	<p>1/ Extincteur homologué et vérifié par poste de travail.</p> <p>2/ Personne formée au maniement des extincteurs.</p> <p>3/ S'assurer qu'aucun matériau combustible est situé sur la zone de travaux ou à proximité.</p> <p>4/ Mise en place d'écrans de protection sur chaque aire de travail.</p> <p>5/ Inspection des lieux après travaux.</p>	<p>Respect du balisage mis en oeuvre.</p> <p>Déclarer l'emploi tout produit et procédé inflammable, afin d'assurer d'assurer la coordination et la compatibilité des tâches.</p>
Produit inflammable	<p>Il est rappelé qu'aucun stockage de produits inflammables ou déflagrants ne doit avoir lieu à l'intérieur des bâtiments.</p> <p>Forcer la ventilation des locaux en cas d'emploi de produit à base de solvant .</p> <p>Afficher le risque à l'entrée des locaux et informer au préalable le maître d'oeuvre et le CSPS pour prise en compte dans la planification des tâches</p>	<p>Interdire tous travaux par point chaud, lors de l'utilisation de produits inflammables</p>
Rupture, effondrement	<p>En cas de travaux à proximité d'ouvrage avoisinant, le titulaire du lot fournira les diagnostics et documents nécessaires à l'analyse de risque et des mesures de prévention qu'il compte mettre en oeuvre.</p> <p>Travaux en tranchées : adapter les dispositions à prendre en fonction des risques, prévoir un accès en fond de fouille</p>	
Inhalation poussières	<p>Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières.</p> <p>Le cas échéant , il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en oeuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation)</p>	<p>Pas de co-activité avec le lot réalisant ce type de travaux</p>
Travail en hauteur	<p>Respect du décret du 01/09/2004 et de l'arrêté du 21/12/2004.</p> <p>Quelle que soit la hauteur de travail, l'utilisation d'échelles et d'escabeaux comme poste de travail est proscrite.</p> <p>Balisage des zones de travail.</p> <p>Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux doivent être effectués à l'aide, de plate-forme de travail ou de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.</p> <p>Utilisation d'échafaudage, et nacelle.</p> <p>Respect des balisages et signalétiques mis en place.</p> <p>Port des EPI adaptés aux travaux.</p> <p>Neutralisation de la zone à l'aplomb de l'activité aérienne en cours.</p> <p>Les échafaudages doivent être montés ou démontés conformément à la notice du fabricant et prescriptions de</p>	<p>Respect des balisages mis en oeuvre.</p> <p>Respect des protections collectives en place</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	la réglementation en vigueur. L'usage des échelles n'est admis que comme matériel d'accès. L'utilisation des plates formes individuelles roulantes (P.I.R) ou d'échafaudage roulant devra être privilégiée.	
Manutention manuelle	Les manutentions de matériaux ne devront pas se faire aux dépens de la sécurité des personnes et des biens. Ils devront respecter les volumes et surcharges des moyens de manutention verticale mis en service pour les travaux. Favoriser la mécanisation des moyens de manutention afin de réduire la pénibilité au travail et de réduire le risque TMS, stockage et approvisionnement au plus près du poste de travail.	
Travail isolé	Aucun travailleur ne doit être affecté à un poste ou effectuer un travail s'il se trouve isolé et qu'il ne peut être secouru rapidement en cas d'accident ou d'incident, en particulier dans les cas de travaux en hauteur ou nécessitant l'usage d'un harnais de sécurité.	
Bruit, vibrations	Dispositions de nature à éviter la co-activité de corps d'état différents lors de la réalisation de travaux présentant un risque spécifique (flocage, sablage, application de substances toxiques ou explosives, soudure, radiographie des soudures, travaux bruyants ...): Le niveau sonore de chaque poste de travail doit être de 80 dB maximum, Tous les intervenants exposés momentanément à un niveau sonore supérieur à 80 dB doivent porter les protections auditives appropriées, Tout poste de travail exposé d'une manière prolongée à un niveau sonore de plus de 80 dB doit faire l'objet d'une étude particulière (protections particulières, décalage du planning, neutralisation de la zone exposée, etc.),	
Engins et matériels	"Port du gilet rétro-réfléchissant et EPI tels que casque, chaussures de sécurité Baliser et neutraliser les zones d'évolution des engins et des zones de levage Tous les engins seront à jour des contrôles périodiques obligatoires et équipés de signal sonore de recul Nota: Les engins de terrassement utilisés pour du levage, même ponctuel auront satisfait aux contrôle périodique annuel « engins de terrassement » d'une part et au contrôle périodique semestriel « engins de levage » d'autres part." Lors des opérations de terrassement, la découverte de tout objet suspect, type obus, caisse ... entraînera l'arrêt immédiat de l'opération en cours, l'évacuation des personnels à proximité, la mise en place d'un périmètre de sécurité balisé, et l'appel de la Préfecture pour identification. Les travaux ne reprendront qu'après autorisation écrite de la Maîtrise d'oeuvre.	
Eclairage	S'assurer avant tout début des opérations de cloisonnement que l'éclairage suffisant soit en place sur le site	Les différents corps d'état informeront à l'avancement tout dérive ou dysfonctionnement constaté.
Produits dangereux	Lire l'étiquette pour connaître le danger Respecter les consignes d'utilisation (FDS) à joindre aux PPSPS Personnel muni des EPI spécifiques prévus aux FDS Fermer les récipients et les ranger après usage Ne pas transvaser les produits Stockage approprié sur bac de rétention, lieu ventilé Veillez à ce que les sources d'énergie (flammes, étincelles, point chaud..) soient neutralisées, y compris les appareils se déclenchant automatiquement. Privilégier l'usage des produits non dangereux	
Voisinage	Toutes les précautions seront prises lors des approvisionnements et des évacuations de déchets : guidage des manœuvres, agent de surveillance.	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	En outre, les sociétés doivent obtenir les autorisations municipales pour les emprises sur le domaine public (trottoir...) : bennes à déchets, échafaudages de façade, pose des enseignes... Les zones d'intervention devront être protégées vis à vis du public, par l'intermédiaire de clôtures, palissades, barrières... Les piétons doivent être déviés par une signalétique claire. Aucun stockage admis sur le trottoir.	
Multi danger	Prendre toute disposition pour éviter les risques d'empalement / blessure vis à vis des aciers en attente => GROS OEUVRE (crossage / bouchon ou tout autre dispositif équivalent)	Respect des protections mises en place par le gros oeuvre => TCE
Chute et heurt avec charge en mouvement	Grue mobile en adéquation avec les charges levée, équipée d'un anémomètre. neutralisation des zones de levage Chef de manoeuvre pour guider le grutier et élinguer les charges Arrêt des travaux si le vent dépasse les limites constructeur (grue et nacelle automotrice). Si invisibilité le chef de manoeuvre sera en communication radio permanent avec le grutier	
Contraintes météorologiques	Le gros oeuvre prend en charge les risques liés aux contraintes météorologiques en s'assurant d'un abonnement météo. Il affiche les résultats sur le chantier pour information aux différents corps d'état.	
Plomb	En cas de dépose de matériaux contenant du plomb ou d'intervention susceptible de provoquer l'émission de poussières de particules en plomb, l'entrepreneur est tenu de mettre en oeuvre des mesures collectives et individuelles de manière à protéger son personnel et à éviter la dissémination des poussières vers d'autres zones de travail. L'ensemble des mesures doit être détaillé dans le PPSPS de l'entreprise concernée.	Respect du périmètre de sécurité. Port des EPI
Multi danger	Avant toute intervention chaque entreprise s'assurera de la présence éventuelle de matériaux ou de matières dangereuses. En cas de découverte ou de présomption de présence de produits à risque non signalés dans les pièces du marché, (Amiante, Plomb, Chimique, HAP...) l'entreprise en avisera immédiatement AMO, MO, MOE et le CSPS, et interrompra les travaux dans la zone concernée jusqu'à identification du risque et instructions qu'elle recevra sur la conduite à tenir. L'entreprise fournit à ses employés les EPI adaptés aux risques liés à l'activité propre de l'entreprise, et doit s'assurer qu'ils les portent effectivement sur le chantier. Les vêtements de travail seront couvrants, le port de casquette de sécurité anti heurt « dit coquée » est interdit. Le travail torse nu et le port du short sont interdits.	
Collision, heurt	Les engins ou véhicules appelés à se déplacer dans les zones de chantier sont guidés dans toutes leurs manoeuvres à effectuer. Ils sont équipés d'avertisseurs sonores de recul. Le personnel à pied chargé de cette tâche de guidage doit avoir reçu une formation appropriée. Neutralisation de l'aire de giration des parties mobiles des engins et les zones accessibles.	Interdiction de circuler dans l'aire de giration des engins.
Chute d'objets, éclats	Définition dans le PPSPS de la méthodologie de déconstruction. Définir les zones d'intervention et les clôturer en tenant compte des courbes de chute. Mise en sécurité des zones en cours de démolition, mise en place de protection collectives provisoires ou interdiction d'accès. Stabiliser les éléments de construction devant être maintenus en place.	

4.3. Co-activités et protections collectives

4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que le lot Gros Oeuvre soit chargé de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par l'entreprise titulaire du lot Gros-oeuvre puis chaque entreprise après le départ du lot Gros oeuvre.

Il est particulièrement demandé aux lots Couverture / Étanchéité de veiller à la mise en place avant toute intervention sur toiture, des dispositifs de protections périphériques. Ces dispositifs sont mis en place à l'aide de moyens d'élévation conforme au décret n°2004-424 du 1er septembre 2004.

Ces protections sont mises en place de manière à ne pas gêner la mise en place des protections définitives, et maintenues jusqu'à la disparition de tout risque de chute depuis la toiture.

Les lots Couverture / Étanchéité installent les tours d'accès sécurisées, desservant les différents niveaux des toitures. Elles sont démontées qu'après l'installation des moyens d'accès définitifs en toiture.

Egalement demandé aux lots Couverture / Étanchéité, de mettre en place avant toute intervention en toiture, les filets ou dispositifs de protection collective en sous face de toiture contre le risque de chute de hauteur. Ces dispositifs sont mis en place à l'aide de moyens d'élévation conforme au décret n°2004-424 du 1er septembre 2004.

L'installation du filet fait l'objet d'un PV de réception avant tous travaux.

- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

Toutes les entreprises doivent s'assurer en permanence de la bonne mise en place des protections horizontales et verticales;

Avant d'entamer les travaux, les entreprises devront s'assurer de la consignation des réseaux existants au droit des zones de chantier.

L'exploitant du bâtiment devra fournir une attestation de consignation pour chaque type de réseau (électricité, gaz, eau, etc.

4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, la Maitrise d'Oeuvre désignera une entreprise de substitution à la charge de l'entreprise défaillante.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Oeuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, la Maitrise d'Oeuvre désignera une entreprise de substitution à la charge de l'entreprise défaillante. En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Oeuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Oeuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Oeuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Aucun appareil à moteur thermique ne devra être utilisé dans un local intérieur, pour prévenir tout risque d'intoxication au Monoxyde de Carbone. Seuls les moteurs électriques seront acceptés.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

4.4. Equipement de levage

Ils doivent faire l'objet de vérifications réglementaires (engins, appareils de levage, appareils et grues).

Les registres de sécurité doivent être tenus à jour et présentés à la demande des organismes officiels de prévention et du Coordonnateur SPS (Les rapports de vérification, constats d'interventions, les carnets d'observation et d'entretien doivent pouvoir être présentés à toute demande).

Aucun des composants d'engin de levage et des charges ne peut être à une distance inférieure à 3 ou 5 mètres d'installations électriques (selon décret en vigueur).

Leur implantation devra faire l'objet d'un examen d'adéquation conformément à l'arrêté levage du 01/03/2004 préalable spécifique à chaque site.

Un mode opératoire devra être annexé en additif au PPSPS pour chaque opération de levage
Les travaux de manutention seront réalisés sous la direction d'un chef de manoeuvre.
Pour les travaux de grutage devant se faire sans visibilité, le personnel sera équipé de talkie-walkie, de personnel dédié spécifiquement aux manoeuvres ; En toiture zone à risque (chute, événements, etc...) deux personnes seront obligatoirement en poste
En cas d'interférences d'appareils de levage des matériaux, ou de mauvaise visibilité du conducteur de l'engin, les manoeuvres seront réalisées sous la responsabilité d'un chef de manoeuvre nommément désigné et connaissant les gestes conventionnels.
Les consignes de sécurité devront être portées à la connaissance du personnel.
Le montage et le démontage des grues devront se faire sans autre intervenant dans l'emprise de l'opération.
En aucun cas, les charges transportées ne doivent survoler les zones occupées ni les voies périphériques hors emprises de chantier.
Toute intervention de grutage devra être programmée suffisamment à l'avance, planning des tâches.
Ces interventions se feront obligatoirement hors présence de tout personnel présent sur le site dans les zones impactées, et sur les différents niveaux, un plan sera établi par l'entreprise effectuant ces interventions, une zone de sécurité sera mise en place avec aide à la circulation.
Des systèmes de limitation automatique de zone sont mis en place sur les engins de levage. La zone inférieure de manutention de la grue sera au préalable évacuée.
Les colis seront levés avec des accessoires adaptés (pas de levage par tortillards) et en bon état,
Les petits matériels ou matériaux seront levés dans des paniers ou caissons fermés,
Les matériels qui peuvent se détruire au cours du levage seront levés avec des accessoires de levage particuliers en adéquations avec la charge et suivant les recommandations éventuelles du fabricant (angles des élingues de levage, points d'amarrage...) et il sera vérifié avant levage que les matériaux ne sont pas dégradés.
Mise en place de grues : voir détail dans l'annexe « Mise en place de grues »

4.4.1. Autorisation de survol

L'entreprise a à sa charge l'obtention des autorisations auprès de la mairie et des éventuels riverains concernés.

En aucun cas, les charges transportées ne doivent survoler les zones occupées ni les constructions et lieux publics avoisinants.

Les zones énoncées ci-dessus ne doivent en aucun cas être survolées par une charge en cours de manutention. Des systèmes de limitation mécanique de zone sont mis en place sur les engins de levage, notamment pour les grues à tour si présentes sur le chantier. Un système d'interférence doit être mis en place pour les différentes grues du chantier. En cas de présence d'autres grues sur le site, le dernier arrivé (créant le risque de télescopage de grue) a à sa charge la mise en place d'un système d'interférence.

Le Plan d'Installation de Chantier matérialise les zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la (les) grues avec les zones d'évolution de la (les) flèche(s) et de la (des) contre flèche.

L'entreprise doit mettre à disposition sur le chantier la documentation relative au type de dispositif mis en place, concernant la délimitation de rotation de la flèche, en fonction des différentes positions du chariot.

4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Les entreprises indiquent dans leur P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indiqueront le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Tout rejet dans le milieu naturel de matériaux polluants est strictement interdit.

Tout rejet dans le milieu naturel d'effluents liquides non traités est strictement interdit.

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation.

L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

L'entreprise met tout en œuvre pour privilégier l'utilisation de produits non dangereux.

4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

Installation d'extincteurs adaptés et vérifiés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les recommandations R408 relatif au « Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied » et R457 « Montage, utilisation et démontage des échafaudages roulants » devront être respectées.

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>
- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,
- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

Un filet anti-chute (maille 10cmX10cm) de protection du couvreur doit être posé en partie haute, dans toutes les zones de toiture en pente.

Un filet à maille fine est posé en toute zone présentant un risque de projection ou de chute de matériaux sur le public.

Un dispositif anti-intrusion sera mis en oeuvre en pied d'échafaudage.

L'échafaudage devra assurer la protection de l'ensemble des entreprises intervenant en façade et sur la toiture.

Il sera équipé de lisses intérieures en toute zone éloignée de plus de 20cm de la façade.

Des plateau intérieurs devront être mis en place en partie haute afin de réduire l'espace entre le bord de toiture -acrotère) et l'échafaudage.

Toute modification de l'échafaudage devra être exécutée par l'entreprise titulaire du marché aux frais de l'entreprise demandeuse.

Il sera interdit aux autres entreprises de le modifier.

Neutralisation de la zone durant le montage et le démontage.

Les échafaudages seront réceptionnés contradictoirement par procès-verbal, entre le titulaire du lot Echafaudage et les entreprises utilisatrices, avant exécution des premiers travaux devant être réalisés à l'aide de l'échafaudage.

Les entreprises utilisatrices devront vérifier l'adéquation de l'échafaudage avec les travaux à exécuter.

L'état de conservation sera vérifié quotidiennement par chaque entreprise utilisatrice.

NB : L'utilisateur de l'échafaudage devra s'assurer que l'échafaudage mis à sa disposition est adapté aux travaux qu'il devra réaliser (étude de charge / hauteur de plancher / encorbellement / etc).

4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Tout engin à moteur circulant à l'intérieur de la zone "travaux" (hors chemin d'accès et zone de livraison) est considéré comme engin de chantier.

Limitée au strict emploi d'engins nécessaires aux mises en œuvre,

Neutralisation des zones de travail et de circulation.

Formations et autorisations de conduite pour tout chauffeur de matériel à conducteur porté,

Équipement de gyrophare et klaxon de recul pour tout véhicule entrant dans les zones de travaux,

Se renseigner au préalable de toute intervention d'engins lourds type grue ou nacelle sur la portance des sols et la présence de réseaux enterrés

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Pour chaque engin de chantier, chaque entreprise concernée tient impérativement à disposition sur le chantier les copies de l'examen d'adéquation et du rapport de la dernière vérification périodique réglementaire avec les justificatifs de réalisation des travaux requis.

Chaque entreprise concernée tient impérativement à disposition sur le chantier la copie de l'autorisation de conduite du conducteur délivrée par l'employeur.

La liste et les caractéristiques des engins de chantier utilisés pour le chantier doivent être insérées dans le PPSPS.

Lors de l'utilisation de nacelles, le port du harnais devra être obligatoire pour les équipements dont la notice constructeur prévoit ce port (avec crochets d'ancrage dans panier) ainsi que dans le cas de toutes les nacelles automotrices dont les commandes se situent dans le panier.

Tout travail en hauteur doit être exécuté depuis des plateformes de travail pourvues d'accès et sécurisées. Les nacelles sont utilisées sur des sols stables, nivelés, sans accident, par du personnel formé muni de l'autorisation de conduite réglementaire.

En cas de "circulation dangereuse" ou de manœuvre en entrée/sortie de chantier, le chef de chantier de l'entreprise livrée devra guider le conducteur sur toute la zone à risque.

Matérialiser la périphérie de la zone d'évolution des engins.

Les levages et manutentions seront effectués avec des équipements adaptés et conçus pour cette tâche

Détailler dans le PPSPS les mesures prises pour garantir le respect des distances réglementaires avec les lignes électriques aériennes et prévenir les risques de heurt des ouvrages existants.

Prendre en compte les conditions météorologiques, pas de levage par grands vents.

Si mise à disposition ou mise en commun d'engins de quelque nature que ce soit : convention de mise à disposition à réaliser entre les entreprises.

4.6. Moyens communs

4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur

Mutualisation des équipements de travail et d'accès en hauteur (METAH) pour maîtriser les risques liés aux chutes de hauteur : voir détail dans l'annexe « METAH »

4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier

4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels

Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre (SCALP) pour maîtriser les risques liés aux chutes de plain-pied et réduire les manutentions manuelles : voir détail dans l'annexe « SCALP »

4.6.4. Protection des accès – Auvents

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par l'entreprise à l'origine du risque, à l'aplomb des accès du bâtiment.

4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets devront être limités, triés et valorisés. Le contrôle de leur élimination se fera par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie sera conservée sur le site.

Les substances polluantes seront interdites sur le site, et afin d'éviter toute pollution du site, les travaux à faibles risques polluants seront réalisés sur bassin de rétention.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

5.2. Nettoyage

Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Chaque entreprise est responsable de l'évacuation des déchets. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement est à effectuer à chaque fois que cela s'avère nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

La destruction par le feu sur le chantier est strictement interdite.

Chaque entreprise se charge ainsi du tri obligatoire et de l'évacuation de ses déchets et de ses décombres conformément à la réglementation en vigueur : bordereau de suivi des déchets et des décombres en décharge agréée.

5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :
 - DT à charge du maître d'ouvrage
 - Application de la loi anti-endommagement
 - D.I.C.T - Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux.
Les renseignements sont obtenus auprès du maître d'oeuvre.
L'entreprise de gros oeuvre établit les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'oeuvre et au coordonnateur SPS.
Les travaux ne peuvent commencer que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en oeuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.
- Demandes d'arrêtés -
 - Autorisations concessionnaires -
Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.
- Demandes d'arrêtés - Prendre les arrêtés de circulation nécessaires à la réalisation des travaux.
(emprise sur chaussée, emprise sur trottoir, condamnation de places de stationnement,...)
Les arrêtés seront affichés sur le chantier
- Autorisations concessionnaires - Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'oeuvre.
Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros oeuvre . . .) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'oeuvre
Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'oeuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en oeuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.
La réglementation anti-endommagement (AIPR) concerne autant les travaux en zone publiques que privées.

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'oeuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros oeuvre . . .) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'oeuvre

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en œuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

En cas de rencontre inopinée de conduites ou engins de guerre : arrêt immédiat des travaux, évacuation, balisage d'une zone de sécurité, alerte des services de secours, reprise des travaux après autorisation écrite de la maîtrise d'œuvre uniquement.

6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Située en centre ville, au voisinage direct de la Maison d'Arrêt, cette opération implique une attention toute particulière en ce qui concerne les clôtures de chantier, signalétique, entrées et sorties du site, poussières, bruits, horaires de chantier, etc

Les riverains et par extension le domaine public ne devront en aucune manière être impactés par les travaux. Les accès au chantier doivent rester en permanence libres aux véhicules de secours et protégés des nuisances liées aux travaux. Ainsi, ces accès ne doivent pas être encombrés par des dépôts de matériaux, de matériels ou occupés par des stationnements de véhicules particuliers ou d'entreprises et d'engins de chantier.

Chaque entreprise veille à mettre en place les ouvrages nécessaires aux maintiens des accès.

L'ensemble des réseaux aériens ou souterrains des concessionnaires interceptant ou se situant au voisinage du chantier, devront être pris en compte par l'entrepreneur.

6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Au stade de la rédaction du PGCSPPS aucun chantier voisin n'est identifié ou connu.

Si en cours de travaux la situation devait se présenter :

Les risques liés aux interférences avec les chantiers voisins, y compris pour les travaux des concessionnaires de réseaux, sont gérés par une coordination entre les MOA.

Une réunion de coordination pourra être organisée à l'initiative des MOA en présence des SPS.

6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Tous travaux situés en dehors du chantier sous Décret du 26/12/1994 (chantier clos et indépendant sous Coordination SPS) devront être réalisés sous couvert d'un Plan de Prévention géré par l'exploitant (Décret 20/02/1992)

6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

L'établissement du permis de feu pour tous les travaux par points chauds (Soudage, décapage, meulage...) est obligatoire.

Il doit être renouvelé, à chaque changement (d'opération, de lieu, de méthode de travail . . .)

Le permis de feu est signé par la personne commandant les travaux, par la personne chargée de veiller à la sécurité et par l'opérateur.

Une souche est archivée sur le chantier.

Un cahier d'enregistrement de permis de feu est mis à disposition sur le chantier.

Extincteur vérifié et adapté sur poste de travail et personnel formé à son utilisation.

6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régies sous plan de prévention.

6.7. Locaux témoins

Sans objet.

7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

7.4. Procédure d'organisation des secours

Chaque entreprise doit avoir un sauveteur secouriste du travail PAR EQUIPE AU TRAVAIL pour assurer les premiers secours aux victimes.

Le sauveteur secouriste du travail doit être à jour de son recyclage.

Le nom de chaque sauveteur secouriste du travail est communiqué par chaque entreprise à la maîtrise d'oeuvre et au coordonnateur SPS.

Chaque sauveteur secouriste du travail porte visiblement et durablement sur sa tenue de travail un badge l'identifiant comme sauveteur secouriste du travail.

Définir les procédures d'organisation des secours :

Consignes de premiers secours

1. Ne pas bouger la victime.
2. Protéger la victime.
3. Prévenir les secours.
4. L'appel
 - rester calme.
 - faire le 18, le 15 pour le SAMU. (le 112 en cas d'utilisation d'un téléphone mobile).
 - donner l'adresse du chantier (N°, rue, Immeuble).
5. Préciser
 - le nombre de victimes.
 - la nature des blessures.
 - ne pas raccrocher le premier, donner votre numéro de téléphone.
6. Prévoir
 - une personne en attente à l'entrée du bâtiment ou du chantier afin de guider les secours.
 - ne jamais laisser une victime seule.

Liste

- Des secouristes (formés ou à former) dans le chantier
- Affiche "appel en cas d'accident" à renseigner

- Du matériel médical existant sur le chantier

Petit matériel de secours

Il est exigé de toutes les entreprises de munir leur personnel d'une trousse de pharmacie complète, maintenue à jour.

Son contenu peut être défini ou complété par le médecin du travail de l'entreprise et utilisé par une personne compétente.

L'affiche "EN CAS D'ACCIDENT" (JOINTE EN ANNEXE) convenablement remplie pour le chantier est affichée visiblement et durablement près du téléphone par le lot gros oeuvre.

Appel au secours

Chaque entreprise est tenue d'informer son personnel sur le lieu et l'endroit où se trouve le téléphone en cas d'appel des secours.

Les soins aux victimes d'accident ou malades sont assurés par du personnel compétent.

Le transport des accidentés et malades graves est assuré par les services de secours.

Les entreprises doivent préciser dans leur PPSPS, les mesures d'organisation qu'elles mettent en oeuvre en cas d'accident.

7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

7.6. Point de rencontre secours

En cas d'appel des services de secours une personne sera désignée pour guider et conduire ces services au plus vite auprès de la ou des personnes accidentées.

7.7. Modèle de fiche de secours

*EN CAS D'***ACCIDENT**

Appelez les Pompiers



et dites :

1.ICI CHANTIER : 68/ENSISHEIM MAISON CENTRALE

Adresse : 49 RUE DE LA 1ERE ARMEE FRANCAISE 68190 ENSISHEIM

2.PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3.SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4.FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

En cas d'appel des services de secours une personne sera désignée pour guider et conduire ces services au plus vite auprès de la ou des personnes accidentées.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER

ANNEXES AU P.G.C.

Liste des pièces jointes au P.G.C.

- Annexe_Presence_Plomb
- Annexe_METAH
- Annexe_Arrêt_Cour_de_Cassation_du_14_Janvier_2025
- Annexe_SCALP
- Annexe_Mise_en_place_de_grues
- Annexe_Presence_Amiante
- DHOL 1